

# Quo vadis, Mésopotamie ?

## L'Irak, une guerre civile sans transition



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur adjoint  
de Grenoble Ecole  
de Management  
Directeur de l'ESC  
Grenoble

Avec 1 000 morts pour le seul mois de janvier 2014, l'Irak renoue avec le niveau de violence qui était le sien en 2008. La situation sécuritaire, loin de s'être améliorée depuis le départ des dernières troupes américaines, est alarmante et ne figure dans aucun agenda international. Dans la région, c'est la Syrie qui monopolise toutes les attentions. Pourtant, le nombre de victimes d'attentats et d'affrontements armés a doublé entre 2012 et 2013. La prise de Falloujah et de Ramadi par des combattants affiliés à al-Qaïda, au début de l'année, semble démontrer l'incapacité du pouvoir central à contrôler le pays et résonne comme un brutal retour en arrière. Les racines du conflit en cours sont à rechercher dans les dix ans d'occupation étrangère, mais aussi, plus profondément, dans la structure à la fois tribale et confessionnelle des acteurs irakiens. Un terreau hautement crisogène qu'alimentent les maladroites du gouvernement actuel et l'ingérence d'États tiers, aux motivations antagonistes. L'implosion menace plus que jamais l'Irak.

Dès sa création par les cartographes de Sa Majesté dans les années 1930, l'Irak porte en germe des artifices qui menacent aujourd'hui directement sa cohésion nationale. Artifices géographiques, d'abord, puisque le tracé des frontières irakiennes englobe dans un même ensemble, à partir de l'ancienne plaine mésopotamienne, des populations kurdes et arabes, sunnites et chiïtes. Artifices politiques ensuite, le premier régime irakien - une monarchie hachémite donc issue de la péninsule arabique - étant imposé par les Britanniques pour offrir à leur allié l'émir Fayçal un trône de substitution à celui de Damas, capitale initialement promise d'un "grand royaume arabe" qui ne verra jamais le jour, mais dont la nostalgie va nourrir le nationalisme panarabe du parti Baas. À partir de 1956, les dictatures militaires se succèdent, jusqu'au "règne" de Saddam Hussein, qui seul saura imposer une brutale autorité sur le pays. Schématiquement, celui-ci est contrôlé depuis 1932 par les Sunnites, au détriment des Chiïtes, pourtant majoritaires, et des Kurdes, martyrisés. La guerre du Golfe de 2003 met fin au régime de Saddam, mais plonge le pays dans une guerre civile toujours en cours. Cette brève histoire nationale n'aura permis aux Irakiens ni de domestiquer la démocratie, ni bien sûr de parvenir à un "vivre ensemble" conforme aux critères des pays les plus "avancés". Bien au contraire, elle a occulté tous les maux qui sont devenus le quotidien des Irakiens.

### Le legs de dix d'occupation étrangère

Pour comprendre la crise sécuritaire et politique irakienne, il est nécessaire de revenir sur la stratégie mise en œuvre par les Américains à partir du 1<sup>er</sup> mai 2003.

**Brève, l'histoire de l'Irak n'a pas permis aux Irakiens, ni de domestiquer la démocratie, ni bien sûr de parvenir à un "vivre ensemble"...**

Après une nouvelle victoire électorale (2011), l'AKP entend monopoliser l'État et accentue la promotion de l'Islam sunnite, censé coaguler des groupes aux aspirations antagonistes (Turcs et Kurdes, urbains et ruraux, habitants des bidonvilles et bourgeoisie islamique).

Comme hier les Chiites, les Sunnites irakiens se sentent aujourd'hui sous domination. La percée d'al-Qaïda et de ses alliés est-elle réversible? La politisation du clivage confessionnel renvoie à une mécanique difficile à enrayer...

À cette date, l'offensive conventionnelle est officiellement arrêtée. Mais commence une guerre plus insidieuse. Le président G.W. Bush annonce que *"la guerre contre le terrorisme n'est pas terminée"*. Rapidement, les armées coalisées sous la bannière américaine sont simultanément confrontées à une guérilla de libération et à un terrorisme qui frappe les différentes communautés du pays. Dans le même temps, Washington espère imposer une démocratie libérale via un gouvernement provisoire dirigé par l'administrateur civil américain Paul Bremer. Une première erreur capitale est ici commise: tous les anciens fonctionnaires du parti Baas sont écartés des nouvelles fonctions sécuritaires de l'Irak "libéré". Soupçonnés d'allégeance au régime de Saddam Hussein, ces cadres sont majoritairement sunnites et souvent écartés par obligation. Il s'ensuit qu'un grand nombre d'entre eux rejoint les groupes d'opposition, à l'instar des *Brigades de résistance irakienne* qui se fixent pour objectif le retrait des forces étrangères. Et ce sont des personnels sans expérience qui vont constituer l'essentiel de l'ossature politico-militaire de l'Irak post-2003...

Entre 2004 et 2007, la situation est explosive, en dépit de la transmission de la souveraineté à un gouvernement irakien provisoire. *"La guérilla s'en prend tant aux forces d'occupation qu'aux Irakiens qui collaborent avec eux"*, observe Olivier Hubac, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). *"La présence de plus en plus importante de volontaires islamistes étrangers complexifie la nature de l'ennemi à combattre. Il y a d'un côté des nationalistes panarabes et de l'autre des disciples de la guerre sainte, eux-mêmes divisés entre ceux qui mènent une lutte infra-communautaire à l'instar de la révolte mahdiste [chiite d'obéissance iranienne] et ceux qui luttent contre les forces de l'occupation [dont al-Qaïda]"*. Avec la politique du Réveil, puis du Surge, les États-Unis procèdent à une *"irakisation"* du conflit en transférant progressivement une partie du volet sécuritaire à des forces locales sunnites. Si cette orientation est un succès, elle reste davantage un "coup" politique qu'une stratégie de long terme. Cette solution n'a pas mesuré en effet toutes les conséquences du retrait des troupes étrangères. Après avoir combattu al-Qaïda, les fameux *"Fils de l'Irak"* (supplétifs sunnites de l'armée américaine) sont abandonnés à leur sort et une partie s'allie aux groupes islamistes qui menacent actuellement l'intégrité du jeune État irakien. Comme l'analyse encore Olivier Hubac, *"le Surge prépare surtout une sortie de crise honorable aux troupes de la coalition"*, à charge pour Bagdad d'assurer la responsabilité politique du chaos à venir.

### Un conflit entre Chiites et Sunnites?

Deux ans après le départ des troupes de la coalition, le gouvernement du Premier ministre chiite Nouri al-Maliki n'est pas parvenu à rassembler. Il a traité ses adversaires politiques avec condescendance et autoritarisme. Vis-à-vis des Sunnites, il manie une rhétorique qui tend à les confondre avec al-Qaïda et a multiplié ces derniers mois les mesures vexatoires à leur égard, qui n'ont pas peu contribué à la brutale dégradation de la situation sécuritaire. Observée à l'échelle des tribus qui aujourd'hui encore structurent l'organisation politique du territoire irakien, cette politique a jeté une partie des anciens du Réveil dans les bras des groupes terroristes, aux premiers rangs desquels l'EIL (État islamique en Irak et au Levant). Ces derniers s'alimentent plus généralement de la frustration de la population sunnite, écartée à la fois du pouvoir et de l'économie. Comme hier les Chiites, les Sunnites irakiens se sentent aujourd'hui sous domination. La percée d'al-Qaïda et de ses alliés est-elle néanmoins réversible? La politisation du clivage confessionnel renvoie à une mécanique difficile à enrayer. Et il n'est pas sûr que le soutien apporté par des "conseillers" iraniens aux forces de sécurité, ainsi que la fourniture d'armement par les Américains - notamment de missiles Hellfire et de drones de surveillance -, contribuent à apaiser les perceptions communautaires. Al-Maliki espère jouer des dissensions internes aux tribus sunnites qui sont loin de présenter un front uni pour débloquer le verrou que constituent Falloujah et Ramadi. La présence de nombreux combattants étrangers au sein des mouvements rebelles (Saoudiens, Libyens, Tunisiens, etc.) tend également à couper les terroristes de la population. Sachant que l'exploitation de faiblesses internes ne suffira sans doute pas à dépasser le divorce

**Le scénario de l'éclatement de l'Irak, tant redouté par la CIA à la fin de la guerre du Golfe de 1991, est à nouveau sur la table. Le découpage des provinces reste l'objet d'âpres discussions, notamment en raison de la répartition géographique des richesses du pays.**

en cours sans de sérieux gages de réconciliation nationale. À cette complexité intérieure viennent se juxtaposer l'impact de la crise syrienne et le jeu de puissance que se livrent l'Iran et l'Arabie saoudite par *proxys* interposés. Ryad soutient une part importante des groupes radicaux sunnites de la région, tandis que Téhéran envoie des combattants rejoindre les miliciens de Bachar el-Asad. L'affaire syrienne a sonné le temps de la revanche des Sunnites d'Irak contre le pouvoir chiite. Pour les "grands" du Golfe, elle a exacerbé la lutte pour la domination régionale. Dans ce contexte, la convergence de fait entre Washington et Téhéran autour de Bagdad apparaît comme particulièrement singulière et, avec l'ouverture des négociations sur le nucléaire, comme les prémices d'un revers d'alliance historique. En attendant, l'Irak est l'une des charnières de cette tectonique géopolitique.

Enfin, l'apparente ligne de facture entre Chiites et Sunnites ne saurait masquer l'irrédentisme kurde. *"Depuis le départ des troupes américaines, les tensions entre les Kurdes et l'État central voient l'armée nationale s'opposer aux peshmergas et provoquent une recrudescence du terrorisme."* Au point qu'il est même permis de poser la question de savoir si la région kurde irakienne a vocation *"à s'émanciper pour muter en État souverain ou [si elle est] condamnée à normaliser ses relations avec ses voisins fédérés"* (cf. CLES n° 113, 3/10/2013). Le scénario de l'éclatement de l'Irak, tant redouté par la CIA à la fin de la guerre du Golfe de 1991, est à nouveau sur la table. Le découpage des provinces reste l'objet d'âpres discussions, notamment en raison de la répartition géographique des richesses du pays.

#### **Une économie anémiée et instrumentalisée**

Malgré ses 10 % des réserves mondiales de pétrole et d'importantes ressources gazières, l'économie irakienne peine à sortir de l'après-guerre. La guerre civile qui secoue une partie du pays, associée à la faiblesse des institutions, ne permet pas à ce stade un développement pérenne du secteur économique. À l'insécurité s'ajoute la *"défiance des infrastructures après de nombreuses années de guerre et de chaos"*, précise la Coface. La *"fragilité du secteur bancaire freine [également] l'émergence du secteur privé"*, indispensable au rétablissement des affaires. Les pronostics de production pétrolière pour 2014 sont cependant estimés à la hausse (3,4 millions de barils chaque jour contre 2,3 en 2013). Et nombre d'entreprises hexagonales sont déjà à l'œuvre, notamment grâce au *Centre français des affaires de Bagdad* monté par l'Adit, la principale agence nationale d'intelligence stratégique. Pour la Coface, *"l'activité économique restera néanmoins contrainte par l'insécurité, principal frein à l'amélioration de services de base tels que la distribution d'eau et d'électricité. Des différences persisteront selon les régions et leur degré d'homogénéité ethnique et confessionnelle"*.

L'économie irakienne reste surtout très largement corrompue, servant pour partie à financer les nécessaires loyautés tribales. Les élections législatives d'avril 2014 porteront au pouvoir un nouveau gouvernement - reconduisant très certainement Nouri al-Maliki - qui devra trouver la voie de la normalisation de la situation politique et économique. Elle passera nécessairement par un partage des richesses énergétiques, sous peine d'inscrire définitivement l'Irak dans une spirale infernale. ■

**Pour aller plus loin :** *Synthèse des études économiques - Irak*, Coface; *"La guerre contre le terrorisme"*, par Olivier Hubac, in *Dictionnaire chronologique des guerres du XX<sup>e</sup> siècle*, Hatier, 479 p., 12,70 €.

#### **EXTRAIT :**

**Sur les perspectives économiques :** *"L'économie reste presque entièrement dépendante de la production d'hydrocarbures, source essentielle des revenus budgétaires (près de 95 %) et des recettes en devises (près de 100 %). La forte augmentation des dépenses publiques prévue en 2014 (+25 %) - particulièrement les dépenses courantes et celles relatives à la sécurité et à la distribution d'énergie - va entraîner un creusement du déficit budgétaire, en dépit de la progression des revenus tirés des hydrocarbures."* (Coface, *Synthèse des études économiques - Irak*, op.cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com) et sur <http://notes-geopolitiques.com>